

**Réseau juridique canadien VIH/sida
Assemblée générale annuelle
Volet affaires
14 juin 2009**

**Hôtel Courtyard by Marriott
475, rue Yonge
Toronto, Ontario
*Ébauche de procès-verbal***

Membres présents :

Dan Allman, Melissa Atkinson (Blood Ties Four Directions Centre), Chris Aucoin (AIDS Coalition of Nova Scotia), John Baker (Comité du sida de Terre-Neuve-et-Labrador), Mélina Bernier (COCQ-Sida), Kathy Boudreau (Mainline), Ken Buchanan (BC Persons with AIDS Society), William Christiansen, Stéphanie Claivaz-Loranger, Jessie Dawson (Blood Ties Four Directions Centre), Alex Ferhouh (Sida Bénévoles Montréal), Stéphanie Lalande (BRAS Outaouais), Guy Pierre Lévesque (Méta d'Âme), Michael Liddell (ACNS), Warren Michelow, Kathleen Myers Griffin (Centre d'action Sida Montréal), Diane Nielsen (Safeworks Calgary), San Patten (San Patten and Associates), Christine Porter (AIDS Coalition of Cape Breton), Peter Richtig (AIDS Committee of Durham Region), Kaitlyn Sweeney, Hiwot Teffera (People to People Aid Organization).

Membres du conseil d'administration présents :

William Booth, Jim Burns, Robert Carr, Le-Ann Dolan, David Eby, Rosemary Fayant, Liesl Gertholtz, David Olson, Darlène Palmer, Ryan Peck, Daphne Spencer.

Employés présents :

Patricia Allard, Sandra Chu, David Cozac, Richard Elliott, Eowynne Feeney, Terry Gould, Gilles Marchildon, Doriana Schiavi, Alison Symington, Vajdon Sohaili, Leah Utyasheva.

1. Mot de bienvenue, présentations et adoption de l'ordre du jour

David Eby a présidé la séance et souhaité la bienvenue aux membres. Il a présenté l'ordre du jour pour approbation.

Proposé/appuyé par Carey/Lévesque : Que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté. ADOPTÉ.

2. Approbation du procès-verbal de l'a.g.a. du 16 juin 2008

Stéphanie Lalande, du Bureau Régional d'action sida (BRAS), a demandé que l'ébauche du procès-verbal du 16 juin 2008 soit amendée de manière à refléter le fait qu'elle était parmi les membres présents.

Proposé/appuyé par Falconer/Buchanan : Que le procès-verbal de l'a.g.a. du 16 juin 2008 soit approuvé tel qu'amendé. ADOPTÉ.

3. Rapport du président

David a présenté le rapport du président. Il a noté que le Réseau juridique et Human Rights Watch avaient décerné leur Prix international de l'action contre le VIH/sida et pour les droits humains au Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW) lors du XVII^e Congrès international sur le sida à Mexico, en août 2008. Il a signalé l'ajout de nouveaux employés à l'équipe du Réseau juridique et mis en relief la stabilité financière de l'organisme. David Eby a annoncé que l'ancien président du conseil d'administration, Thomas Kerr, avait remis sa démission au début de 2009; il l'a remercié pour son service à titre de président et de membre du conseil d'administration du Réseau juridique. Il a noté qu'au cours de la dernière année, le conseil d'administration et le personnel du Réseau juridique avaient élaboré un nouveau plan stratégique afin d'orienter le travail de l'organisme pour la période de 2010 à 2015.

4. Présentation des activités de 2008–2009, puis discussion

Richard Elliott a présenté un aperçu des activités du Réseau juridique au cours de la dernière année. Il a passé en revue les objectifs de l'organisme et ses principaux domaines de travail. En matière de politiques sur les drogues, Richard a mis en relief le travail du Réseau juridique en opposition à la loi fédérale sur les peines minimales obligatoires; son appui à l'Insite (le lieu d'injection supervisée de Vancouver); et ses efforts internationaux, notamment son implication dans l'Examen onusien de 2009 sur le contrôle des drogues et le développement d'une ressource éducative thaïlandaise (*Compulsory Drug Treatment in Thailand: Observations on the Narcotic Addict Rehabilitation Act B.E. 2545 (2002)*).

En ce qui a trait aux prisons, le Réseau juridique a continué la distribution de son rapport *Temps dur* et publié un nouveau rapport, *Pour changer net : argumentaire en faveur de programmes d'échange de seringues en prison au Canada*, qui présente des données à l'appui de l'introduction de programmes d'échange de seringues dans les prisons du Canada. Richard a brièvement parlé du projet de témoignages de détenus et de la promotion par le Réseau juridique de programmes de réduction des méfaits et de l'accès aux traitements dans des prisons d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Richard a passé en revue le travail du Réseau juridique concernant l'ébauche de ressource législative sur les droits des femmes, en précisant que cette publication sera bientôt disponible.

Au chapitre du VIH et du droit pénal, Richard affirmé que le Réseau juridique demeure à l'affût de la manière dont sa position nuancée est présentée dans les médias.

Richard a résumé l'implication du Réseau juridique dans la campagne de réforme du Régime canadien d'accès aux médicaments.

Il a conclu en signalant l'appui du Réseau juridique aux droits des travailleuses et travailleurs sexuels, son implication dans des enjeux liés à des lois sur le test du VIH, la publication de la *Revue VIH/sida, droit et politiques*, la réponse à des centaines de demandes d'information du public et des médias, et le projet AIDSLEX.

5. Présentation des états financiers vérifiés

Brendon Pennylegion, vérificateur comptable, a présenté les états financiers vérifiés de 2008-2009. Il a expliqué le but du rapport de vérification financière, c'est-à-dire d'évaluer les principes comptables et les états financiers généraux. Brendon a noté que le Réseau juridique respecte les principes comptables généraux et est très engagé aux contrôles financiers et à la reddition de comptes.

Brendon a passé en revue tous les actifs et passifs du Réseau juridique, puis répondu aux questions.

Proposé/appuyé par Olson/Fayant : Que les états financiers vérifiés soient approuvés.

Proposé/appuyé par Booth/Palmer : Que Brendon Pennylegion soit désigné vérificateur du Réseau juridique pour l'année budgétaire 2009-2010. ADOPTÉ.

6. Présentation du plan de travail et du budget 2009–2010, puis discussion

Richard a présenté Patricia Allard, nouvelle directrice adjointe du Réseau juridique. Il a ensuite décrit les principaux domaines prioritaires du plan de travail 2009-2010 du Réseau juridique.

Les domaines prioritaires incluent :

1. Droits des personnes qui font usage de drogue;
2. Droits des personnes incarcérées;
3. Droits des travailleuses et travailleurs sexuels;
4. Droits des femmes;
5. Lignes directrices nationales de politiques sur le test du VIH;
6. Plaidoyer pour la réforme du RCAM;
7. Plaidoyer contre la tendance à la criminalisation excessive du VIH;
8. Recherche d'une source de financement stable pour la *Revue*;
9. Travail sur l'immigration par l'appui à la recherche de Michael Battista;
10. VIH et droits des personnes handicapées;
11. Droits des personnes GLBT;
12. Accroissement de la capacité (par le Symposium);
13. Traitement de demandes d'information;
14. Service de référence à des avocats;
15. AIDSLEX;
16. Suite des efforts de communications (site Internet, appels à l'action) et des relations

médias;

17. Collecte de fonds – développer plus de partenariats privés.

Richard a passé en revue le budget de 2008-2009 et présenté le budget projeté de 2009-2010. Il a affirmé qu'il faudra faire attention de ne pas dépendre du financement fédéral, au cours des prochaines années, et que le Réseau juridique doit diversifier son bassin de financement, car le tiers de son budget vient de sources fédérales.

Un membre a demandé si, considérant la profondeur et la complexité de chaque priorité, le plan de travail était proportionnel aux ressources et au personnel du Réseau juridique. Richard a répondu que si certains éléments de travail devaient être réduits, on demeurera fidèle aux orientations du plan stratégique.

Un membre trouvait que les droits internationaux des GLBT est l'élément le moins développé du plan de travail. Richard a répondu que, bien que le Réseau juridique n'ait pas réalisé des travaux exhaustifs dans ce domaine, il peut appuyer et appuiera le mouvement GLBT à l'échelle internationale lorsque cela sera pertinent.

Un membre a demandé ce que fait le Réseau juridique en réponse à la publication dans les médias, par des autorités de la santé publique ou des services de police, de photos de personnes accusées de délits liés à leur séropositivité au VIH, avant même que les affaires ne soient entendues en cour. Richard a noté que le Réseau juridique avait impliqué l'Agence de la santé publique du Canada dans la réponse à ce problème.

Un membre a demandé à Dorian Schiavi d'augmenter les fonds internationaux dans le budget. Dorian a parlé de cette allocation, qui renferme des fonds liés à des projets, dont certains nécessitent un transfert d'argent du Réseau juridique vers d'autres organismes internationaux. Elle a aussi expliqué que les dépenses pour des événements étaient un peu plus élevées, cette année, en raison du Symposium.

William Booth a félicité le Réseau juridique d'avoir déjà confirmé presque 95 % de son budget 2009-2010.

7. Plan stratégique 2010–2015

Richard a présenté l'ébauche de plan stratégique préparée par le conseil d'administration et le personnel du Réseau juridique.

Il a affirmé qu'un défi persistant du Réseau juridique est que la demande dépasse toujours la capacité de travail. Il a expliqué que l'ébauche du plan stratégique avait pour but d'identifier quelques domaines clés où le Réseau juridique sera proactif (politiques sur les drogues, prisons, femmes et criminalisation), en soulignant que les enjeux centraux doivent se fonder sur les forces actuelles de l'organisme.

Un membre a demandé de quelle manière le Réseau juridique reconnaît les communautés autochtones, et en quoi consistera son travail à ce chapitre. Richard a répondu que le Réseau juridique avait établi un partenariat avec le Réseau canadien autochtone du sida (RCAS),

mais que les deux organismes ne collaboraient pas autant qu'ils le devraient. Il a dit qu'il aimerait que ce travail soit rehaussé et qu'il s'efforcera de solliciter le feed-back des communautés autochtones dans le travail du Réseau juridique en matière de politiques.

8. Élection du conseil d'administration 2009–2010 : rapport de la directrice du scrutin

La directrice du scrutin, Dionne Falconer, a passé en revue le processus de vote. Elle a indiqué que 60 bulletins de vote avaient été reçus avant la date limite et que, compte tenu de ces votes et des exigences du règlement en matière de représentation régionale, les personnes suivantes avaient été élues pour un mandat de deux ans :

Jim Burns
David Eby
David Olson
Darlène Palmer
Daphne Spencer

Les personnes suivantes ont entamé la deuxième année de leur mandat :

William Booth
Robert Carr
Le-Ann Dolan
Rosemary Fayant
Liesl Gerntholtz
Ryan Peck
Christine Vézina

Proposé/appuyé par Michelow/Palmer : Que les bulletins de vote soient détruits. ADOPTÉ.

9. Varia

Darlène Palmer a remercié tous les membres qui l'ont réélue.

10. Ajournement

La réunion est ajournée à 12 h 00.

Proposé par Palmer : Que la réunion soit ajournée. ADOPTÉ.